



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION SUR LA DIMENSION CIVILE DE LA SÉCURITÉ (CDS)

ENCOURAGER LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS DANS LA RÉGION DE LA MER NOIRE

Rapport général

par **Ulla SCHMIDT** (Allemagne)
Rapporteuse générale

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	L'UKRAINE.....	2
	A. LA SITUATION DANS L'EST DE L'UKRAINE	4
	B. LA SITUATION EN CRIMÉE.....	5
III.	LA GÉORGIE.....	6
IV.	LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA.....	9
V.	LA RUSSIE.....	12
VI.	LES PAYS DE L'ALLIANCE.....	15
VII.	CONCLUSIONS : AMÉLIORER L'APPROCHE DE LA COMMUNAUTÉ EURO-ATLANTIQUE À L'ÉGARD DE LA RÉGION DE LA MER NOIRE	20
	BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	22

I. INTRODUCTION

1. Dans son dernier rapport annuel, *Freedom House* fournit des chiffres inquiétants qui montrent que la démocratie est en crise à l'échelle mondiale. Cet organisme de surveillance affirme que la démocratie s'est très largement détériorée partout dans le monde depuis plus de 10 ans. Des valeurs démocratiques telles que le droit de choisir ses dirigeants lors d'élections libres et régulières, la liberté de la presse ou l'état de droit, sont bafouées et en recul. Suivant l'indice de démocratie publié par l'*Economist Intelligence Unit*, moins de 5 % de la population mondiale vit actuellement dans un système pleinement démocratique, et 89 des 167 pays évalués en 2017 ont reçu des notes inférieures à ce qu'ils avaient obtenu en 2016. Même chez certains membres de la communauté euro-atlantique - laquelle est depuis longtemps considérée comme le fer de lance de l'ordre démocratique et libéral mondial - les responsables perçoivent ces tendances préoccupantes. L'hostilité envers l'establishment, la polarisation politique et les désillusions à l'égard des partis politiques traditionnels et des médias grand public augmentent.

2. L'ordre mondial qui avait apparemment triomphé à l'issue de la guerre froide, poussant d'aucuns à annoncer la « fin de l'histoire », est battu en brèche. Pour l'Alliance, organisation reposant sur des valeurs démocratiques libérales, cette dégradation est lourde de conséquences. La rapporteure générale est convaincue qu'un véritable débat entre les Alliés sur les moyens de renforcer les valeurs démocratiques est nécessaire ; elle estime en outre que l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) représente une instance appropriée pour la tenue de tels débats.

3. La question des valeurs démocratiques étant trop vaste pour être traitée dans le cadre d'un seul rapport, la rapporteure générale a choisi de privilégier la région de la mer Noire pour les raisons suivantes. Tout d'abord, l'importance stratégique de la région pour l'OTAN et la sécurité mondiale en général, s'est considérablement accrue. Le comportement révisionniste de Moscou - y compris la violation par la Russie de l'intégrité territoriale de la Géorgie et de l'Ukraine - et le fait que la région soit proche du Moyen-Orient et des conflits qui y perdurent, ont conduit l'OTAN à se réinvestir dans cette zone. Deuxièmement, la région représente un microcosme d'acteurs majeurs pour l'OTAN, au nombre desquels figurent trois Alliés (la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie), deux pays candidats à l'adhésion (l'Ukraine et la Géorgie), un partenaire de l'OTAN (la République de Moldova¹) et la Russie, qui considère l'Alliance comme son adversaire. L'attachement de ces pays aux valeurs démocratiques et à l'état de droit est très variable. Même de grandes démocraties comme la Roumanie et la Bulgarie se distinguent, dans le cadre de l'Union européenne (UE), comme étant les seuls États membres soumis au mécanisme de coopération et de vérification (MCV) conçu pour aider ces deux pays dans les domaines de la réforme judiciaire et de la lutte contre la corruption.

4. Le présent rapport général donne un aperçu de l'évolution de la situation dans les pays riverains de la mer Noire (y compris des efforts entrepris, le cas échéant, pour consolider les institutions démocratiques), des défis en matière de protection des droits humains et des libertés civiles, de la lutte contre la corruption et de la mise en œuvre de programmes de réforme. La rapporteure générale montrera que la communauté euro-atlantique doit mettre davantage l'accent sur la démocratie, l'état de droit et les indicateurs des droits humains dans ses approches à l'égard de la région. Ces améliorations sont indispensables pour la cohésion de l'Alliance, pour les perspectives euro-atlantiques de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, pour la normalisation des relations avec la Russie et, plus généralement, la désescalade des tensions et la prévention des conflits dans cette zone.

¹ La rapporteure générale a choisi d'inclure un chapitre sur la République de Moldova pour sa proximité immédiate avec la mer Noire. Le port moldave de Giurgiulești, sur le Danube, fait *de facto* du pays un État riverain de la mer Noire.

II. L'UKRAINE

5. Plus de quatre ans après la révolution de la dignité, le retour à l'autocratie et à la censure en Ukraine semble impossible. Des élections libres et régulières y ont été organisées, le paysage médiatique ukrainien se caractérise par sa diversité et la société civile, par son indépendance et son dynamisme.

6. Si, ces quatre dernières années, l'Ukraine a pris plus d'initiatives de réforme qu'au cours des 23 années qui ont précédé la deuxième révolution de Maïdan, elle s'efforce aujourd'hui à grand-peine de poursuivre son plan de réforme. Le président ukrainien, Petro Porochenko, essuie de plus en plus de critiques. Les réformes se sont ralenties et la mise en œuvre effective des lois adoptées laisse à désirer. L'administration publique demeure en grande partie inefficace, une véritable culture administrative lui faisant défaut. Le degré de confiance envers le système politique est extrêmement faible, le soutien aux responsables ou aux partis politiques dépassant rarement les 10 %. L'apathie des jeunes est l'aspect le plus déconcertant. Selon un sondage, environ deux tiers des jeunes se désintéressent de la politique et seul un tiers des personnes interrogées estiment qu'accepter ou donner des pots-de-vin ne se justifie jamais (Sasse, 2018).

7. Sur le plan économique, la situation s'améliore lentement. Grâce à la compression des dépenses, combinée à la simplification du code des impôts et aux réformes destinées à favoriser la transparence économique, le PIB a augmenté de plus de 2 % en 2016 et en 2017. Dans le rapport annuel *Doing Business* de la Banque mondiale, il est indiqué que l'Ukraine a nettement amélioré l'environnement des entreprises, passant de la 142^e place (sur 183) en 2010 à la 76^e place en 2018. À la suite d'importantes restructurations, le pays a considérablement réduit sa dépendance à l'égard de la Russie en matière d'importation d'énergie. En avril 2018, l'UE a annoncé un nouveau programme d'aide d'un milliard d'euros, qui dépendra de la capacité de l'Ukraine à mener de profondes réformes structurelles. Dans le cadre de l'accord de libre-échange complet et approfondi signé avec l'UE, les échanges commerciaux bilatéraux Ukraine-UE se sont rapidement développés entre 2016 et 2018 (ils ont augmenté de 27 % durant le seul premier trimestre de 2018), et l'Union européenne a remplacé la Russie comme principal partenaire commercial de l'Ukraine (Parlement européen, juin 2018). La transformation économique du pays est appuyée par le Fonds monétaire international (17,5 milliards de dollars entre 2015 et 2019), par l'UE (son nouveau programme d'aide d'un milliard d'euros a été adopté en mai 2018, pour une période de deux ans et demi), par la Banque mondiale (au travers d'une garantie de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement devant permettre à l'Ukraine de réunir environ 800 millions de dollars sur le marché du crédit), ainsi que par l'assistance bilatérale.

8. Malgré les obstacles persistants, Kiev a pris des mesures pour remédier à la corruption. Le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) s'est engagé le premier dans la lutte contre la corruption de haut niveau. Il est aidé en cela par une nouvelle loi exigeant des fonctionnaires qu'ils déclarent électroniquement leurs revenus et leur patrimoine, ainsi que ceux des membres de leur famille. Après de longues hésitations et une longue résistance politique, la proposition de loi portant création de la haute cour anticorruption a été adoptée en juin 2018. Elle connaîtra des affaires de corruption de haut niveau. La mise en place et l'adoption généralisée d'un système électronique de passation des marchés publics (ProZorro) a permis d'autre part de faire reculer le favoritisme politique en matière de passation des marchés publics, de tripler le nombre de soumissionnaires et de fournisseurs, et de réduire considérablement les dépenses de l'État. En avril 2018, le système électronique de santé *eHealth* a été lancé, suscitant l'espoir que cela réduira peut-être la corruption dans le secteur des soins de santé ukrainien. Le Parlement a récemment approuvé des réformes constitutionnelles et politiques fondamentales destinées à juguler les influences politiques au sein de l'appareil judiciaire et à favoriser le professionnalisme des magistrats. Les parlementaires ont également adopté plusieurs mesures de décentralisation habilitant les citoyens et les militants à faire leurs des questions qui concernent leurs communautés.

9. Il n'en reste pas moins que des mesures supplémentaires doivent être prises pour approfondir les efforts de lutte contre la corruption et éviter un recul démocratique. En 2016, le directeur du NABU a démissionné après avoir accusé de hauts fonctionnaires d'obstruction aux travaux de l'agence. En mai 2017, la présidente de la banque centrale ukrainienne a quitté ses fonctions après « trois années de harcèlement constant » suite aux efforts qu'elle déployait pour régler les banques privées du pays (Mufson, 2017). Au début de l'année 2018, sur les 107 affaires portées par le NABU devant les tribunaux, seules 19 ont abouti à des condamnations (Parlement européen, juin 2018). De plus, les procédures engagées à l'encontre de personnages puissants restent rares et les militants enquêtant sur des affaires de corruption peuvent subir des représailles. Les membres de la magistrature manquent encore notablement d'indépendance. Un organisme public de surveillance s'est interrogé sur les antécédents professionnels de plus de la moitié des 113 personnes nommées à la Cour suprême (UCMC, 2017). Enfin, les observateurs se sont dits préoccupés par les nouvelles lois sur les ONG, qui leur font obligation (de même qu'à leurs employés), à l'instar des fonctionnaires, de déclarer leur patrimoine (*Freedom House*, 2018).

10. La réforme du secteur de la sécurité ne s'est pas accélérée. Les observateurs estiment que le service de sécurité ukrainien (SBU) est trop puissant et échappe à tout contrôle (Parlement européen, 2018). Depuis maintenant plusieurs années, l'OTAN serait insatisfaite de la manière dont Kiev s'acquitte de ses obligations au titre du programme national annuel, lequel précise l'étendue et le rythme des réformes à effectuer aux fins de poursuivre le rapprochement du pays avec l'OTAN. Les experts relèvent qu'avec l'accroissement des dépenses dans le secteur de la défense, les possibilités de corruption ont elles aussi augmenté (Higgins, 2018). Ainsi l'ambitieux projet de construction d'une ligne de défense le long de la frontière avec la Russie s'est-il vu compromis par une affaire de détournement de fonds.

11. Une loi récente sur l'éducation imposant, d'ici 2020, l'utilisation de l'ukrainien comme langue principale d'enseignement dans les écoles secondaires, a été fortement critiquée tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale (notamment par la Hongrie, la Roumanie, la Pologne et la Russie) du fait qu'elle pourrait porter atteinte aux droits et aux libertés des minorités. Budapest affirme que l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine ne sera possible que si Kiev modifie la loi et demande avec insistance qu'aucune réunion de la commission OTAN-Ukraine ne soit prévue dans l'intervalle. Les responsables ukrainiens objectent que les enfants doivent comprendre la langue majoritaire de l'État afin de participer pleinement à la société et font remarquer que la loi n'interdit pas les classes séparées d'enseignement dans la langue des minorités.

12. De source officielle, en 2016-2017, l'Ukraine comptait 581 écoles dont la langue d'enseignement était le russe, 78 écoles le roumain, 71 le hongrois et 5 le polonais. La Commission de Venise a rendu son avis, dans lequel elle souligne qu'« il est légitime et louable que les États promeuvent le renforcement de la langue de l'État ». Cela dit, elle s'est inquiétée de la teneur et du rythme de la réforme, qui pourrait « constituer une atteinte excessive aux droits dont jouissent actuellement les personnes appartenant à des minorités nationales ». La Commission a recommandé que l'Ukraine apporte des modifications à la loi, afin de garantir un enseignement proportionnellement suffisant dans les langues minoritaires dans le primaire et le secondaire, et de prévoir plus de temps pour la mise en œuvre d'une réforme progressive. La rapporteure générale engage les autorités ukrainiennes à tenir dûment compte des recommandations de la Commission de Venise.

13. Les observateurs continuent de craindre que les autorités ukrainiennes ne s'impliquent pas suffisamment dans la prévention des crimes haineux (Sturrock et Summers, 2018). Depuis le début de l'année, au moins une bonne vingtaine d'attaques ont été perpétrées par des groupes ultranationalistes, comme C14, à l'encontre de défenseurs des droits humains et des communautés roms et LGBTI+ (personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres, intersexes et autres) (HRW, 2018 ; Millier, 2018).

14. Globalement, la rapporteure fait sienne la conclusion d'une étude commandée par le Parlement européen selon laquelle : « [l]a véritable "saga des réformes" engagées par l'Ukraine porte sur les quatre « D » : la déréglementation, la débureaucratiation, la décentralisation et la "dé-oligarchisation". Si des progrès indiscutables ont été enregistrés dans le domaine de la déréglementation, la débureaucratiation se poursuit à un rythme plus lent, et la décentralisation présente des progrès certes importants mais qui sont loin de faire l'unanimité sur le plan politique. Quant à la "dé-oligarchisation", elle se manifeste par des changements législatifs et cosmétiques, mais la mise en œuvre de cette nécessaire réforme reste limitée. » Les dirigeants ukrainiens ont donc le choix : ils peuvent décider de mener le pays sur la voie européenne qu'ils ont choisie ou suivre celle de leurs prédécesseurs. Après avoir parcouru tout ce chemin et avoir autant progressé, il serait très décevant que l'Ukraine reproduise les erreurs du passé.

A. LA SITUATION DANS L'EST DE L'UKRAINE

15. La liste ininterrompue des victimes et les lourdes pertes subies dans l'est de l'Ukraine demeurent préoccupantes. Depuis le déclenchement du conflit, plus de 10 300 personnes ont été tuées, près de 25 000 blessés ont été dénombrés et environ un million de personnes déplacées résident à l'heure actuelle dans les zones ukrainiennes contrôlées par le gouvernement. En janvier 2018, le Parlement ukrainien a adopté un projet de loi redéfinissant les interventions de l'Ukraine dans les régions de Donetsk et de Louhansk d'opérations antiterroristes à « mesures visant à assurer la sécurité et la défense nationales ainsi que la prévention et la répression de l'agression armée russe ». La loi sert de fondement juridique à la présence des forces armées ukrainiennes dans la région et fait passer la responsabilité du conflit des mains du SBU à celles de tous les groupes de maintien de l'ordre et autres troupes stationnées dans la région.

16. De son côté, appuyé par la Russie, le cadre politico-administratif en place dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et Louhansk continue de bafouer les droits humains et les libertés. Le haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme signale « des cas d'exécutions sommaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, de torture, de mauvais traitements et de violences sexuelles liées au conflit ». Les personnes soupçonnées de sympathie envers l'Ukraine, au nombre desquelles figurent des membres de l'Église orthodoxe ukrainienne (Patriarcat de Kiev) ou des personnes ayant travaillé pour le gouvernement, sont incarcérées ou victimes d'autres formes d'oppression. Les rapports d'*Amnesty International* font état de procès menés à l'encontre d'individus soupçonnés de s'opposer aux groupes armés illégaux soutenus par la Russie. Récemment, ont été signalées des arrestations et des incarcérations illégales de mineurs à Makiïvka, une ville située dans les territoires non contrôlés par le gouvernement de la région de Donetsk, pour cause de « collaboration avec les services de renseignement ukrainiens » (Kyiv Post, 2018). Si ces situations et d'autres exactions sont, semble-t-il, monnaie courante, les observateurs internationaux et les organisations humanitaires n'ont que peu accès aux personnes détenues par les groupes armés illégaux soutenus par la Russie. L'Ukraine et les chefs rebelles ont procédé à un vaste échange de prisonniers en décembre 2017, 246 détenus ayant été libérés par l'Ukraine contre 74 par la Russie. Cependant, plus de 60 citoyens ukrainiens, considérés par Kiev comme des prisonniers politiques, continuent d'être détenus dans des prisons russes. L'exemple le plus frappant est celui du réalisateur ukrainien Oleg Sentsov qui, au moment de la rédaction du présent rapport, avait entamé une grève de la faim dans une prison du Grand Nord russe.

17. Sur le plan politique, la Russie continue de renforcer son contrôle des territoires en remplaçant peu à peu les chefs des groupes armés illégaux soutenus par la Russie. Dans un cas précis, des forces d'occupation russes et des groupes armés illégaux de la « République populaire de Donetsk » sont intervenus dans la lutte pour le pouvoir au sein de la « République populaire de Louhansk », en facilitant le retrait du dirigeant de celle-ci, Igor Plotnitsky. Dernièrement, le dirigeant de la « République populaire de Donetsk », Alexandre Zakhartchenko, a été tué. Les gouvernements ukrainien et russe ont publié des déclarations s'accusant l'un l'autre de l'assassinat.

18. Outre les hostilités incessantes dans l'est de l'Ukraine, plusieurs événements récents - au nombre desquels l'assassinat de Zakhartchenko, le refus de Moscou d'assumer la responsabilité de la destruction en vol de l'avion de ligne de la *Malaysia Airlines* MH17 (malgré les conclusions de l'enquête menée par les Pays-Bas), et le projet d'organiser de prétendues élections le 11 novembre 2018 dans les territoires qui ne sont pas contrôlés par le gouvernement dans les régions de Donetsk et de Louhansk - rendent encore plus lointaine la perspective de nouvelles négociations selon le format de Minsk 2. Quoi qu'il en soit, la rapporteure continue d'en appeler à toutes les parties prenantes - et en particulier à la Russie qui a provoqué le conflit - pour qu'elles demeurent attachées au format de Minsk 2, qui reste le moyen le plus efficace de favoriser une désescalade du conflit et de trouver une solution politique.

B. LA SITUATION EN CRIMÉE

19. Après l'invasion et l'occupation illégale de la Crimée par les forces russes en 2014, les dissidences ont été impitoyablement réprimées. Dans tout le territoire occupé, les autorités ont conduit le procès des personnes ayant publiquement critiqué les politiques russes (HRW, 2018). La liberté d'assemblée a été diminuée, les manifestations contre l'occupation étant désormais interdites. De leur côté, les chaînes de télévision et les journaux ukrainiens ont fermé, tandis que les biens et les avoirs sont confisqués sans compensation, en violation du droit international protégeant les civils contre les saisies forcées. Les cas de disparitions forcées, les assassinats et la torture sont courants. L'absence de dispositifs de notification ou de recours pour les victimes permet aux autorités de poursuivre ces actions sans qu'elles aient trop à en craindre les conséquences. Les citoyens continuent d'être la cible de manœuvres de harcèlement et d'être interrogés pour opinions prétendument extrémistes (Parlement européen, 2018). Les ressortissants non-russes de Crimée font également l'objet de pressions pour qu'ils renoncent à leur citoyenneté ukrainienne et choisissent la citoyenneté russe. N'ayant pas cédé, certains Ukrainiens se sont vu refuser l'accès aux services de base, ce qui est contraire au droit international humanitaire. Plusieurs décès d'Ukrainiens s'étant vu refuser un traitement médical, ont été signalés par l'ONU. La communauté internationale a déploré l'organisation illégale, par la Russie, en violation du droit international, d'élections législatives (à la Douma en 2016) et présidentielle (en 2018) sur le territoire de Crimée.

20. Si la Crimée présente une grande diversité et compte un nombre important de populations minoritaires, les Tatars, ainsi que d'autres groupes, sont confrontés à des descentes de police, à des arrestations, des enlèvements et des attaques menées par les autorités publiques (UNHCR, 2017). En 2016, le gouvernement russe a interdit l'organe de représentation du peuple tatar de Crimée (le Mejlis), en raison du « recours à la propagande et à la haine à l'égard de la Russie [et de] l'incitation au nationalisme ethnique ». Plusieurs personnalités du Mejlis ont par la suite été arrêtées et condamnées pour séparatisme et extrémisme, et certaines autres ont été interdites d'entrée en Crimée. Quelques organisations de minorités subsistent, mais ces groupes sont attaqués et poursuivis en justice s'ils n'appuient pas la position officielle du gouvernement russe sur les enjeux locaux. Récemment ont été signalées des affaires de perquisitions forcées et de séquestration de défenseurs des droits humains et de leurs proches (RFE/RL, 4 septembre 2018). La protection du patrimoine culturel des Tatars de Crimée dans la péninsule est une autre question importante. Les allégations de manquement déposées pendant les travaux (actuels) de rénovation du palais du Khan sont, à cet égard, préoccupantes. Selon Moustafa Djemilev, le dirigeant de longue date des Tatars de Crimée et l'envoyé du président Petro Porochenko pour les affaires les concernant, Moscou cherche à modifier l'équilibre de la péninsule en faisant venir des centaines de milliers de personnes de différentes régions de la Russie vers la Crimée.

21. La liberté de culte est très limitée en Crimée, les autorités russes ayant adopté une attitude répressive à l'égard des chrétiens orthodoxes qui ne dépendent pas du patriarcat de Moscou (*Freedom House*, 2018). Après l'occupation illégale de la Crimée, elles ont demandé que toutes les institutions religieuses se fassent réenregistrer, et, en 2017, les autorités russes ont opéré des descentes au sein de l'Église orthodoxe ukrainienne dépendant du patriarcat de Kiev. La dernière

tentative d'indépendance de l'Église orthodoxe ukrainienne vis-à-vis de Moscou fait craindre que la situation en matière de liberté de culte en Crimée, déjà préoccupante, n'empire encore.

III. LA GÉORGIE

22. La Géorgie est l'un des pays les plus libres de la région de la mer Noire ; elle s'est considérablement transformée depuis la révolution des roses en 2003 et le premier transfert du pouvoir en 2012. Selon l'évaluation de *Freedom House* « Nations in Transit », l'indice de la Géorgie en matière de démocratie s'est amélioré, passant de 4,93 en 2010 à 4,68 en 2018 (une légère baisse par rapport au 4,64 obtenu en 2017), 1 correspondant au pays le plus démocratique et 7 au pays le moins démocratique. Les réformes ont permis la tenue d'élections démocratiques ainsi que la modernisation et la digitalisation des services de l'État, ont donné naissance à une presse libre pour l'essentiel et débouché sur une corruption moins étendue que dans plusieurs pays membres de l'UE. La société civile géorgienne est dynamique et attachée dans l'ensemble aux valeurs européennes. La Géorgie dispose d'une orientation claire et poursuit son objectif d'adhésion à l'OTAN et à l'UE. Par sa participation aux missions dirigées par l'OTAN et à d'autres missions internationales, le pays s'est transformé en pourvoyeur de sécurité à l'échelon régional et au niveau mondial. Il n'en reste pas moins qu'il se heurte toujours à des défis importants en termes de développement socio-économique, d'amélioration de l'état de droit et de remédiation à la polarisation politique.

23. La réforme du système judiciaire est urgente pour les Géorgiens, vu les informations ayant fait état d'abus de pouvoir de la part du gouvernement d'avant 2012 et les cas présumés de représailles politiques après le changement de gouvernement la même année. C'est pourquoi le gouvernement s'est engagé à promouvoir l'indépendance de la magistrature et à renforcer, par des réformes, la confiance à l'égard des tribunaux. Ces réformes judiciaires ont porté sur une démocratisation plus poussée et une plus grande transparence du conseil supérieur de la justice (la principale institution judiciaire) par la prise en compte des recommandations de la Commission de Venise. La Géorgie a également engagé la réforme du système des poursuites dans le but de dépolitiser complètement les services du ministère public et d'assurer leur pleine indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. Les recommandations de la Commission de Venise touchant l'appareil judiciaire ont été prises en considération dans la nouvelle Constitution. Les autorités se sont efforcées de veiller à la transparence des poursuites entamées contre des responsables de l'ère Saakachvili, y compris en invitant des observateurs nationaux et internationaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE.

24. Cela dit, deux ONG géorgiennes de premier plan (l'Association géorgienne des jeunes juristes et *Transparency International Georgia*) estiment que la mise en œuvre de la réforme judiciaire est faussée dans la pratique. Elles font valoir que les rênes de l'appareil judiciaire sont aux mains d'un seul groupe, lequel s'assure que des juges incompetents de la vieille école occupent de hautes fonctions judiciaires. Dans la lettre conjointe qu'elles ont adressée au vice-président des États-Unis, Mike Pence, de passage dans le pays, 22 ONG géorgiennes ont relevé que le système judiciaire « [était] toujours exposé aux influences intempestives exercées par le gouvernement et aux intérêts particuliers de l'institution judiciaire ».

25. Pour ce qui est des accusations portées contre de hauts responsables de l'ère Saakachvili, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a décidé en novembre 2017 que la détention avant jugement de Vano Merabichvili, ancien premier ministre de Géorgie, avait des motifs raisonnables et s'était justifiée au début mais pas ultérieurement quand, selon la CEDH, l'objectif principal de la détention avait alors été d'obtenir des informations sur des affaires qui n'étaient pas reliées (un « objectif ultérieur »), y compris celle instruite à l'encontre de l'ancien président, Mikheil Saakachvili. En janvier 2018, les autorités géorgiennes ont condamné M. Saakachvili par contumace pour abus de pouvoir.

26. La scène politique aux niveaux municipal et national est marquée par la prépondérance du parti au pouvoir, Rêve géorgien - Géorgie démocratique (GD-DG). L'opposition est divisée et mal représentée au parlement. La majorité écrasante du GD-DG y est légèrement contrebalancée par le président centriste, Giorgi Margvelachvili, dont le mandat viendra à expiration fin 2018. L'opposition prétend que l'homme d'affaires Bidzina Ivanichvili, à l'origine de la coalition du Rêve géorgien, exerce une influence disproportionnée sur la politique géorgienne sans pour autant occuper un quelconque mandat public. Il est toutefois à noter que Mr Ivanishvili occupe depuis avril 2018 le poste de président du GD-DG.

27. Les signes de mécontentement se multiplient en Géorgie ; en témoigne la flambée de manifestations de masse contre le gouvernement à Tbilissi durant l'été 2018. Les protestations ont eu pour origine la décision rendue par une autorité judiciaire de Tbilissi d'acquitter les personnes soupçonnées d'avoir tué deux adolescents lors d'une bagarre en décembre 2017. En juin 2018, le premier ministre géorgien, Giorgi Kvirikachvili, a démissionné, invoquant des divergences d'opinion avec le président du parti majoritaire dans plusieurs domaines essentiels, dont l'économie. Il a été remplacé par l'ancien ministre des finances, Mamuka Bakhtadze.

28. Le déroulement des élections en Géorgie est pour l'essentiel conforme aux normes électorales internationales. Malgré « un contexte électoral global marqué par la domination du parti au pouvoir » et « les cas de pression exercée sur les électeurs et les candidats », l'OSCE a estimé que les élections municipales de 2017 avaient été régulières. Quoique polarisés et perçus comme partisans, les médias ont permis aux électeurs de prendre la mesure des candidats et des enjeux. En même temps, la mentalité du « tout pour le vainqueur » se reflète dans le fait que le parti au pouvoir a recueilli environ 90 % de l'ensemble des dons de campagne (NDI, 2017). La rapporteure générale partage l'opinion de ceux qui soulignent la nécessité pour les représentants de l'État de favoriser un climat propre à promouvoir une gouvernance pluraliste et inclusive, où une forte opposition fait partie intégrante d'une démocratie saine.

29. Plus récemment, les députés du Rêve géorgien se sont servis de leur écrasante majorité pour modifier la Constitution. Les modifications initiales avaient été critiquées par l'opposition, la présidence et plusieurs ONG, au motif que la plupart des infléchissements proposés auraient fragilisé les mécanismes de contrôle du parti majoritaire. Par la suite, tenant compte d'un grand nombre de recommandations de la Commission de Venise, le parti au pouvoir a accepté de procéder à certains changements. La nouvelle Constitution érige la Géorgie au rang des démocraties parlementaires, tout en supprimant l'élection du président au suffrage universel direct. Elle prévoit une plus grande indépendance des juges de la Cour suprême, ainsi que l'adoption (mais seulement à partir de 2024) d'un système de scrutin à la proportionnelle pour les élections législatives.

30. La Commission de Venise a émis un avis globalement positif sur la nouvelle Constitution, mais a critiqué l'ajournement du passage à la proportionnelle, faisant observer qu'il s'agissait de « l'aspect le plus important de la réforme ». Toutefois, les promesses du gouvernement d'autoriser la formation de coalitions électorales pour les élections de 2020 et d'abaisser le seuil électoral à 3 %, devraient dans une certaine mesure remédier aux aspects négatifs de cet ajournement. La Géorgie a également pris en compte la proposition de la Commission européenne d'opter pour un système proportionnel d'attribution des sièges non répartis.

31. Selon *Freedom House*, la liberté de la presse en Géorgie s'est quelque peu améliorée par rapport à la période d'avant 2012, mais elle reste classée dans la catégorie « partiellement libre ». De fait, si la Géorgie n'occupait que la 104^e place sur 180 pays dans le classement mondial 2012 de la liberté de la presse, en 2018 elle occupe la 61^e place. L'internet est libre en Géorgie. Rustavi-2, la chaîne de télévision la plus regardée du pays (qui critique fréquemment le gouvernement), a fait l'objet d'un différend concernant ses actionnaires après qu'un tribunal a décidé que son contrôle revenait à son ancien propriétaire - lequel avait prétendu que M. Saakachvili l'avait forcé à s'en défaire. Pour préserver la liberté de la presse, la Cour européenne des droits de l'homme a ordonné la suspension *sine die* de l'exécution de cette décision. Dans leur lettre au vice-président des

États-Unis, les 22 ONG géorgiennes ont constaté que « [l]es récents événements touchant le paysage audiovisuel géorgien compromett[ai]ent le pluralisme des médias dans le pays. Trois sociétés de radiodiffusion appartiennent à des personnes entretenant des liens étroits avec le parti au pouvoir. La nouvelle direction de l'Organisme géorgien de radiodiffusion publique - qui bénéficie d'un substantiel financement public - est politiquement affiliée au GD-DG. Le seul organisme de télévision d'importance nationale proposant des points de vue différents et critiques (Rustavi-2) lutte pour sa survie dans le cadre d'une bataille juridique menée pour son contrôle ».

32. Si les réformes ont renforcé l'économie, cette évolution s'est inégalement fait sentir dans la société. Le taux de croissance du PIB en termes réels a chuté de 12,3 % en 2007 à 2,7 % en 2016. Toutefois, les performances économiques ont été meilleures que prévu en 2017, la croissance du PIB s'étant élevée à 5 % (Banque mondiale, 2018). La Banque mondiale a reconnu que « la conjoncture extérieure plus favorable, l'augmentation de la consommation privée et le cadre cohérent de la politique macrobudgétaire » avaient grandement contribué à l'amélioration, en 2017, de la croissance du PIB. Selon le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), aujourd'hui 21 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le chômage, le sous-emploi et les inégalités économiques sont très répandus.

33. Le gouvernement a donc annoncé l'adoption d'un plan de réformes visant à améliorer le développement économique du pays. Ce plan prévoit la libéralisation du code des impôts sur le revenu, de même qu'une réforme de la gouvernance et de l'enseignement. Les réformes de l'enseignement tenteront de régler les problèmes liés à l'emploi, en finançant les professionnels qui cherchent à suivre des cours dans des domaines en sous-effectifs. Le pays a également mis à profit l'accord d'association qu'il a signé en 2016 avec l'UE. Conformément aux engagements passés, le gouvernement a adopté en septembre 2017 un système de contrôle des déclarations de patrimoine des fonctionnaires, ainsi qu'un plan d'action révisé de lutte contre la corruption. Rendant compte de ces succès, les observateurs ont constaté une amélioration du contexte commercial, le pays étant passé de la 24^e place en 2016 à la 9^e place en 2018, dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale.

Les territoires occupés d'Abkhazie et d'Ossétie du sud / la région de Tskhinvali

34. Des années de contrôle *de facto*, par la Russie, des territoires géorgiens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud / de la région de Tskhinvali ont entraîné des actes de persécution et des expulsions commandités par l'État provoquant le déplacement des Géorgiens de souche, de même qu'un changement radical des caractéristiques démographiques régionales. Ces territoires dépendent de plus en plus de la Russie, qui y maintient plus de 9 000 soldats, quelque 2 600 garde-frontières du service fédéral de sécurité et des armements offensifs lourds. La Russie a érigé des barrières et autres obstacles le long de la frontière administrative - que Tbilissi appelle la ligne d'occupation - évinçant les habitants et bouleversant les contacts de personne à personne. Les responsables de ces territoires, notamment en Ossétie du Sud, ont fait pression en faveur de l'unification avec la Russie.

35. La faiblesse des institutions, la pauvreté généralisée, une presse très encadrée et la discrimination à l'égard des Géorgiens de souche définissent la vie en Abkhazie et en Ossétie du Sud / dans la région de Tskhinvali. Le clientélisme serait monnaie courante et bien souvent, les services de maintien de l'ordre ne bénéficient pas du contrôle nécessaire. Il semblerait que les médias locaux soient étroitement surveillés et que rares soient les possibilités pour la société civile d'exercer des activités. Les observateurs internationaux peinent à évaluer la situation des droits humains dans les deux régions, les autorités *de facto* leur refusant obstinément tout accès depuis 2008. Les élections comme les magistrats seraient très contrôlés par les autorités russes.

36. L'arrestation illégale du citoyen géorgien Archil Tatunachvili, torturé puis tué en Ossétie du Sud / dans la région de Tskhinvali en février 2018, a suscité l'indignation de la population géorgienne, ainsi que de très vives réactions de la part des États-Unis et de l'UE. Cela a amené le

gouvernement géorgien à approuver la liste dite d'Otkhozoria-Tatunachvili, une liste noire de 33 personnes (des activistes abkhazes et ossètes du Sud pour la plupart) accusées ou déclarées coupables de graves crimes commis, depuis le début des années 1990, à l'encontre de Géorgiens de souche dans les territoires d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud / dans la région de Tskhinvali. Ces personnes seront soumises à des restrictions en matière de visa, de même qu'au blocage de leurs transactions financières et immobilières.

37. Malgré ces tensions, Tbilissi s'efforce de trouver les moyens d'encourager les contacts entre les habitants de ces deux territoires. L'initiative de paix « Un pas vers un avenir meilleur », récemment annoncée par le gouvernement géorgien, vise à favoriser notamment les relations commerciales et les liens dans le domaine de l'éducation entre communautés divisées. Il faut s'attendre à ce qu'elle se heurte à l'opposition de la Russie et des autorités locales *de facto*. Pour que cette initiative ait toutes les chances de réussir, le soutien des partenaires essentiels de la Géorgie que sont l'UE et l'OTAN, est important.

IV. LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

38. La République de Moldova, auparavant considérée comme un modèle parmi les États du partenariat oriental de l'UE, s'est employée ces dernières années à conserver ses perspectives d'intégration européenne. Le pays a sombré dans une profonde crise en 2014, lorsque 1 milliard de dollars (soit environ 12,5 % de son PIB annuel) a disparu de trois banques moldoves, entraînant une forte baisse de la valeur de la monnaie nationale et le gel de l'aide internationale prodiguée par l'UE, le FMI et la Banque mondiale. À la suite de ce scandale, le gouvernement (supposément pro-européen) a pâti d'une écrasante perte de confiance, discréditant l'intégration européenne aux yeux d'une bonne partie de la population. En 2016, le candidat pro-russe Igor Dodon a été élu à la présidence.

39. En tant que république parlementaire, la République de Moldova a conservé son gouvernement théoriquement pro-européen ; reste à voir, toutefois, si la coalition pro-européenne survivra aux élections législatives désormais prévues (après que le Parlement s'est prononcé en faveur du report des élections, qui devaient auparavant avoir lieu en novembre 2018) pour le début de 2019². Un sondage réalisé en juin 2018 par l'*International Republican Institute* a révélé que 69 % des Moldoves pensent que leur pays va dans la « mauvaise direction ». Par ailleurs, à la question de savoir quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays doit faire face, 35 % ont répondu le faible montant des revenus et des pensions, 31 % la corruption et 30 % le chômage (IRI, 2018).

40. Cette évolution est symptomatique de la pauvreté, de la corruption et de la faiblesse de l'état de droit qui caractérisent la République de Moldova. Il existe des possibilités d'amélioration, notamment par la coopération avec l'UE (dans le cadre de l'accord d'association UE-République de Moldova qui est entré en vigueur en juillet 2016), mais pour obtenir des changements appréciables, il faut une volonté politique. Dans un rapport paru en avril 2018, la Commission européenne a montré, une fois de plus, que la République de Moldova devait procéder à la réforme de son système judiciaire et intensifier sa lutte contre la corruption. Pour sa part, le Parlement européen, dans un rapport publié en juin 2018, a mentionné plus spécifiquement la nécessité d'effectuer une enquête plus approfondie sur la fraude bancaire qui a eu lieu dans le pays en 2014 (Parlement européen, 2018).

41. La consolidation croissante du pouvoir oligarchique compte parmi les principaux problèmes auxquels le pays est confronté. Les observateurs estiment qu'il est la proie d'intérêts oligarchiques et que ses structures favorisent les intérêts particuliers de quelques oligarques et responsables

² L'ouverture d'un bureau de liaison de l'OTAN a été retardée de plus d'une année en raison de l'hostilité présidentielle, ce qui illustre la position du nouveau président à l'égard de l'Organisation.

politiques dont le plus puissant, Vladimir Plahotniuc (TI Moldova, 2017). Parallèlement à la gestion de sociétés présentes dans les secteurs pétrolier, bancaire, de l'hôtellerie et de l'immobilier, M. Plahotniuc détient près des trois quarts des médias moldoves, y compris quatre chaînes de télévision et trois stations de radio (Popsoi, 2018). Les observateurs font valoir qu'il a su tirer parti des tensions géopolitiques. Les relations étroites que le président Dodon entretient avec Vladimir Poutine (qu'il rencontre régulièrement) permettent à Vladimir Plahotniuc et au gouvernement supposément pro-européen de se présenter aux pays occidentaux comme un rempart contre l'influence russe, et d'éviter des condamnations (Calus, 2018).

42. Après l'entrée en vigueur de l'accord d'association, le gouvernement s'est lancé dans une série de réformes visant à instaurer des normes européennes dans les domaines économique, judiciaire et de la gouvernance. Ces réformes ont eu des effets positifs. Le pays s'est quelque peu remis du scandale bancaire de 2014 et son taux de croissance économique augmente actuellement d'environ 4 % par an. L'inflation est en recul. Le déficit budgétaire a été ramené à 2 % du PIB, et la dette publique s'est stabilisée aux alentours de 40 % du PIB. Le flux des envois de fonds aussi s'est stabilisé. La République de Moldova a par ailleurs créé des instances officielles de lutte contre la corruption et adopté une loi contre le blanchiment d'argent.

43. Cela étant, le rythme des réformes n'est pas satisfaisant au regard de la plupart des normes internationales. En octobre 2017, l'UE a bloqué le versement d'un prêt, car le pays avait échoué à réformer son système judiciaire. De plus, l'Union s'inquiète de l'utilisation sélective des forces de l'ordre, et d'une justice également sélective dans le pays. *Transparency International Moldova* a noté le recours aux organes chargés de faire respecter la loi à des fins politiques, et des procédures judiciaires entachées d'irrégularités qui jouent en faveur des responsables pro-gouvernementaux.

44. Selon l'UE, il faut en faire davantage pour assurer la mise en œuvre de la loi contre le blanchiment des capitaux et pour continuer à renforcer les capacités et l'indépendance des organismes chargés de lutter contre la corruption. Dans le sondage effectué par *l'International Republican Institute* en juin 2018, 82 % des personnes interrogées ont indiqué que la corruption était un « très gros problème » pour le pays. Quarante-deux pour cent des personnes interrogées ont estimé que la cause principale de la corruption était l'« absence de contrôle par les autorités publiques et leur incurie » (IRI, 2018). La République de Moldova figure à la 122^e place (sur 180, soit bien en deçà d'un grand nombre de ses voisins) dans le classement de l'indice de perception de la corruption 2017 qu'a publié *Transparency International*. Chisinau doit encore appliquer les recommandations de la Commission de Venise et du BIDDH de l'OSCE sur le financement des partis et des campagnes électorales.

45. Si la République de Moldova a obtenu de bons résultats concernant les élections (bien organisées et relativement libres), ses partenaires occidentaux - y compris la Commission de Venise - critiquent vivement la nouvelle loi portant création d'un système électoral mixte. Cette réforme profite largement au parti démocrate de M. Plahotniuc (qui risquait de perdre des sièges en tombant sous le seuil de représentation parlementaire dans un système strictement proportionnel) de même qu'au parti socialiste de M. Dodon (le premier parti du pays). Les représentants de mouvements civils pro-européens - sans liens avec des hommes d'affaires locaux - auront vraisemblablement plus de difficultés à se faire élire dans le cadre de circonscriptions à scrutin uninominal.

46. Des manifestations antigouvernementales ont éclaté dans la capitale en août 2018 pour dénoncer toute corruption présumée suite aux élections municipales à Chisinau. Ces dernières ont été annulées par un tribunal moldove au motif que le candidat pro-européen (le vainqueur des élections) s'était adressé en direct aux électeurs sur le réseau social Facebook, le jour des élections. L'Union européenne, les États-Unis et le Canada ont tous condamné l'invalidation des élections, déclarant qu'elle constituait une menace pour la démocratie moldove. En juillet 2018, en raison de ce scrutin municipal controversé, l'UE a également bloqué les 100 millions d'euros qui devaient être versés dans le cadre d'un plan d'aide à la République de Moldova (Harris, 2018).

47. En attendant, les observateurs font état d'améliorations en matière de droits des minorités. L'ONU indique que des politiques de lutte contre la discrimination sont observées dans la communication audiovisuelle et les médias, et que les juges sont formés à la prévention et à la lutte contre la discrimination. Le gouvernement a approuvé le plan d'action 2016-2020 visant à soutenir la population rom. En outre, la communauté LGBTI+ peut manifester dans la tranquillité, et ses droits sont dans l'ensemble respectés.

48. Si les médias dont M. Plahotniuc est le propriétaire dominant le secteur, la scène médiatique moldave conserve une certaine diversité. Selon *Freedom House*, les médias du pays sont toutefois « pris au piège des intérêts concurrents des partis politiques et des groupes d'entreprises qui y sont affiliés ». L'UE a demandé à la République de Moldova d'accélérer la mise en œuvre de la réforme du code de l'audiovisuel, qui devrait renforcer la transparence et favoriser la concurrence dans cette branche d'activité. Dans le cadre de ses efforts de lutte contre la propagande, Chisinau a interdit la retransmission des émissions de télévision et de radio russes - une démarche qui pourrait s'expliquer par l'étendue, dans le pays, de la désinformation orchestrée par le Kremlin - même si l'UE a émis des doutes quant à la proportionnalité de cette décision.

49. L'idée d'une réunification de la République de Moldova avec la Roumanie a également reçu récemment une attention particulière. En août 2018, des milliers de Moldaves se sont rassemblés à Chisinau pour demander la réunification du pays avec la Roumanie. Ils portaient des drapeaux roumains et moldaves et manifestaient au cri d'« unité » et de « Bessarabie, terre roumaine », ancien nom de la République de Moldova (*Washington Post*, 2018). Lors d'un vote symbolique organisé au début de cette année dans le cadre d'une session extraordinaire commémorant le 100^e anniversaire de la réunification de la Bessarabie au royaume de Roumanie à la fin de la première guerre mondiale, le Parlement roumain a appuyé lui aussi la réunification (Ilie, 2018).

La Transnistrie

50. Deux mille soldats russes environ sont stationnés comme force de « maintien de la paix » dans la région sécessionniste de Transnistrie. Les autorités de la République de Moldova demandent à la Russie de respecter l'engagement qu'elle avait pris en 1999 de retirer ses troupes du territoire moldave. Chisinau s'emploie par ailleurs à faire transformer l'opération actuelle de maintien de la paix en une mission civile sous mandat international. L'OTAN a toujours invité instamment la Russie à se conformer à ses obligations internationales, y compris en respectant l'intégrité territoriale de la République de Moldova. Les autorités *de facto* se font périodiquement les championnes de l'annexion de la Transnistrie par la Russie. Au cours de « la campagne présidentielle de 2016 », les candidats ont beaucoup joué des coudes pour manifester leur allégeance à Moscou, car l'économie locale dépend de l'aide octroyée par le Kremlin. Depuis 2006, la Transnistrie ne paie pas le gaz naturel russe que lui fournit Gazprom. Pourtant, la dette de la région continue de croître et Moscou s'attend à ce que Chisinau la rembourse. En 2017, elle s'élevait à 6,5 milliards de dollars environ, dont 5,8 milliards de dollars résultait de la Transnistrie (Necsutu, janvier 2018).

51. En août 2018, pour la troisième année consécutive, la Russie s'est livrée à des exercices militaires conjoints avec les troupes séparatistes de Transnistrie, simulant une attaque sur le Dniestr, la « frontière » *de facto* avec la République de Moldova. Les autorités moldaves ont indiqué que ces exercices n'avaient pas été autorisés et que des véhicules amphibies non immatriculés avaient été utilisés. Il n'a pas été permis aux observateurs tant moldaves que de l'OSCE d'inspecter le matériel militaire utilisé dans le cadre de ces exercices. En juillet 2018, l'assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution moldave demandant à la Russie de retirer ses troupes de Transnistrie (Necsutu, août 2018).

52. La situation en matière de démocratie et de droits humains est insatisfaisante en Transnistrie. Comme dans la plupart des zones de conflits gelés dans la région de la mer Noire, le gouvernement a considérablement réduit les possibilités de pluralisme politique et maintient un système de justice arbitraire, dans lequel les arrestations pour raisons politiques sont courantes. *Sheriff Enterprises*, un

conglomérat détenu par l'homme le plus riche de la région, occupe une place prépondérante dans tous les aspects ou presque de la vie. Le président autoproclamé de la région, Evgueni Chevtchouk, a perdu son élection en 2016 contre un candidat soutenu par *Sheriff Enterprises*. Alors qu'il était au pouvoir, M. Chevtchouk avait tenté de réduire la mainmise économique du conglomérat sur le pays. Après sa défaite, il s'est enfui en République de Moldova. Certes une minorité non négligeable au sein de la population se compose de Moldoves de souche, mais, selon *Freedom House*, ces derniers sont victimes de graves discriminations de la part des autorités au pouvoir. La criminalité, y compris le trafic d'êtres humains, y est monnaie courante.

V. LA RUSSIE

53. Si la Russie est dotée des attributs officiels d'un État démocratique (élections, Parlement, partis politiques et constitution libérale, notamment), elle est progressivement devenue autocratique - dans le sens plein du terme - avec Vladimir Poutine, qui dirige le pays soit comme premier ministre soit comme président depuis 1999. Alors que sa longévité aux commandes de la Russie est d'ores et déjà la plus importante depuis Staline, M. Poutine a amorcé en 2018 son quatrième mandat à la présidence du pays. Hormis une brève période en 2011-2012, quand des protestations de masse ont obligé le Kremlin à prendre des mesures temporaires de libéralisation (telle l'adoption de règles plus souples en ce qui concerne l'enregistrement des partis), le régime a méthodiquement resserré son emprise sur le pays et assujetti tous les secteurs de l'État et de la société, en particulier les principaux canaux médiatiques, le parlement, les partis politiques, les oligarques et les entités fédérales.

54. Pour ce qui est des indicateurs de base des droits humains et de la démocratie, la Russie de Vladimir Poutine a échoué sur toute la ligne. *Freedom House* constate qu'elle est l'un des pays les moins libres du monde. Depuis 1999, aucune élection n'a respecté les normes de l'OSCE. Les falsifications non masquées et le bourrage des urnes lors des élections législatives de 2011 ont poussé les gens à manifester en masse dans les rues de Moscou, ce qui n'avait pas été vu depuis le début des années 1990. En 2018, des milliers de manifestants se sont joints à Alexeï Navalny, champion de la lutte contre la corruption et principale personnalité de l'opposition du pays, pour protester contre l'investiture de M. Poutine pour un quatrième mandat. Par la suite, M. Navalny a figuré parmi les 1 600 personnes à avoir été détenues dans toute la Russie. En septembre dernier, au cours des élections régionales et tout en purgeant sa peine de 30 jours d'emprisonnement, M. Navalny a appelé à des manifestations à l'échelle nationale face au plan du gouvernement visant à relever de cinq ans l'âge de départ à la retraite. Ces manifestations ont conduit à l'arrestation (souvent brutale) de plus de 1 000 personnes qui y avaient pris part dans 33 villes (RFE/RL, 10 septembre 2018).

55. Pour redresser la crédibilité chancelante des institutions électorales russes, le Kremlin a nommé en 2014 une militante reconnue de la société civile, Ella Pamfilova, à la présidence de la commission électorale centrale. Sous sa supervision, les aspects techniques de la procédure de vote se sont quelque peu améliorés, mais la neutralisation de l'opposition d'une manière générale et l'orientation du jeu politique en faveur du dirigeant en exercice ont perduré. Très cyniquement, les autorités ont refusé d'enregistrer la candidature d'Alexeï Navalny à l'élection présidentielle de 2018. Les autorités l'ont inculpé sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Son frère, Oleg, a écopé d'une peine de prison et a été, de fait, retenu en otage pour forcer Alexeï Navalny au silence, avant d'être relâché en juin 2018.

56. L'élection présidentielle n'a pas été le seul scrutin, en 2018, à avoir été entaché d'irrégularités - aux élections municipales à Moscou, le candidat sortant, soutenu par le Kremlin, a été réélu avec 70 % des voix, deux candidats libéraux indépendants n'ayant pas été autorisés à se présenter contre lui (RFE/RL, 4 septembre 2018). De son côté, le parlement a été transformé en une chambre d'enregistrement dénuée de tout pouvoir. Les véritables partis d'opposition en ont été évincés en 2003 et les parlementaires associés à l'opposition démocratique y ont perdu leur siège lors des

élections de 2016. Le rôle d'opposition à la Douma d'État est joué par le parti libéral-démocrate d'extrême droite que dirige Vladimir Jirinovski, ainsi que par le parti communiste réformé qui regroupe les principes du stalinisme et ceux de l'idéologie conservatrice orthodoxe. Le parti pro-Poutine, Russie unie, contrôle plus des deux tiers des sièges à la Douma et 77 des 85 postes de gouverneur de région.

57. La plupart des journalistes et des figures de l'opposition sont constamment harcelés et victimes d'attaques pirates ; les détails de leur vie privée sont divulgués sur internet. Certains opposants au régime sont agressés physiquement par des inconnus (la journaliste d'*Ekho Moskvy*, Tatiana Felgenhauer), empoisonnés (le membre de l'opposition Vladimir Kara-Murza), emprisonnés (Oleg Navalny et le chef du bureau tchéchène de l'ONG *Memorial*, Oïoub Titiev), contraints de s'exiler (l'homme d'affaires Mikhaïl Khodorkovski, la journaliste Julia Latynina, l'économiste Sergueï Gouriev et la responsable de l'organisation « la Russie emprisonnée » qui offre une assistance aux détenus, Olga Romanova), voire assassinés (l'homme politique Boris Nemtsov, la journaliste Anna Politkovskaïa, la militante des droits humains Natalia Estemirova et l'avocat Sergueï Magnitski). Les activités d'organisations indépendantes de la société civile comme *Memorial* (qui recueille des renseignements sur les crimes du stalinisme) ou encore *Golos* (une ONG indépendante d'observation des élections), sont régulièrement entravées, notamment en se faisant qualifier d'« agents étrangers »³, un terme à connotation extrêmement négative en russe.

58. Les médias, et singulièrement la télévision, sont très sévèrement contrôlés par le gouvernement. Selon un sondage réalisé en 2016 par le centre analytique Levada (également qualifié d'« agent étranger »), la télévision demeure la principale source d'information pour 80 % des Russes. Les plus grandes chaînes n'autorisent aucune critique à l'encontre du gouvernement, ni a fortiori de M. Poutine. Des opposants choisis sont occasionnellement invités à participer à des émissions diffusées aux heures de grande écoute - comme celles de Vladimir Soloviev, un propagandiste influent -, mais ils sont systématiquement interrompus lorsqu'ils prennent la parole, sont agressés verbalement et conspués par le public. Les derniers bastions de la libre expression (la station de radio *Ekho Moskvy*, *Dozhd* TV et le journal *Novaïa Gazeta*) sont conservés pour la forme et leur portée reste limitée. En 2016, 259 journalistes ont été incarcérés (*US Helsinki Commission*, 2017). En 2017, deux journalistes d'investigation (Nikolaï Andrushchenko et Dmitri Popkov) ont été assassinés et en 2018, le journaliste d'investigation Maxim Borodin (qui avait fait état de la mort de mercenaires russes en Syrie) est décédé mystérieusement.

59. L'internet était auparavant relativement libre en Russie, ce qui aidait beaucoup de militants internautes comme Navalny, mais le gouvernement a pris des dispositions pour exercer un plus grand contrôle dans ce domaine. Il s'efforce notamment d'imposer à la plateforme (très suivie) de média social *vKontakte*, ainsi qu'au nouveau portail en ligne *Lenta.ru*, un changement de propriétaire et a adopté une loi prohibant les logiciels de navigation anonyme sur internet (VPN) qui permettent aux utilisateurs de cacher leur adresse IP. Les utilisateurs des médias sociaux russes sont également passibles d'une peine d'emprisonnement s'ils y envoient des « j'aime » ou y relaient des messages que les autorités jugent inappropriés, tel le fait de remettre en question la légalité de l'occupation illégale de la Crimée par la Russie ou de critiquer les actions russes en Syrie.

60. Des préoccupations existent aussi quant au respect de la vie privée sur internet, la Russie ayant, en avril 2018, entamé des procédures visant à fermer l'application de la messagerie chiffrée *Telegram* (très populaire), au vu d'inquiétudes suscitées par des allégations de terrorisme. Le blocage de *Telegram*, qui est très utilisé non seulement par la population mais également par de hauts responsables, est difficile à mettre en œuvre en raison des réseaux virtuels privés (VPN) qui permettent encore aux utilisateurs de se connecter. Cette interdiction a conduit plus de 12 000 personnes à descendre dans la rue le 30 avril pour protester contre une telle décision. En

³ Conformément à la loi de 2012 sur les agents étrangers, en Russie les organismes à but non lucratif qui reçoivent une aide étrangère et se livrent à « une activité politique doivent se faire enregistrer et se déclarer "agents étrangers" ». En 2014 et 2015, cette loi a été renforcée et concerne désormais un ensemble plus vaste d'institutions (Human Rights Watch, 2018).

août, il a été annoncé que les autorités envisageaient de revenir sur l'interdiction, si *Telegram* consentait à leur communiquer des renseignements sur les personnes soupçonnées de terrorisme. Depuis, *Telegram* a actualisé sa politique de confidentialité, en indiquant que la société pourrait divulguer des informations aux autorités pour autant qu'il y ait décision de justice. Le conflit engagé avec *Telegram* est d'importance, car les efforts déployés par le Kremlin pour restreindre la liberté de l'internet pourraient mobiliser ces mêmes acteurs de la société qui, jusqu'ici, se désintéressaient de la politique et qu'aucun différend n'opposait au régime.

61. Si Vladimir Poutine affirme avoir délivré le pays des griffes des oligarques et de l'anarchie délinquante des années « sauvages » (les années 1990), la Russie demeure un État profondément - et de plus en plus - corrompu. Selon *Transparency International*, elle est le pays le plus corrompu d'Europe et l'un des plus corrompus au monde (elle figure à la 135^e place sur 180). Le secteur public s'est développé et représentait 70 % du PIB en 2015, contre 35 % en 2005 (Åslund, 2017). Alors que le régime avait pris des mesures énergiques contre les oligarques dans les années 1990, une nouvelle classe de gens extrêmement riches s'est formée, lesquels doivent souvent leur fortune aux liens personnels qu'ils entretiennent avec M. Poutine. Gennady Timtchenko, Arkadi et Boris Rotenberg de même que Iouri Kovaltchouk, figurent au nombre de ces hiérarques. Selon les enquêtes d'Alexeï Navalny, la fortune que le premier ministre Medvedev a, lui aussi, amassée s'évalue en milliards de dollars, tandis que Vladimir Poutine aurait fondé un empire financier offshore géré par un mandataire, le musicien et ami de la famille, Sergueï Roldouguine. Les oligarques de l'ère Poutine n'ont toutefois pas l'indépendance dont jouissaient leurs prédécesseurs, dans les années 1990.

62. La corruption s'est répandue à tous les niveaux de l'administration et est particulièrement manifeste dans les grands projets d'infrastructures, par exemple pour les jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi ou la construction du pont du détroit de Kertch qui reliera la péninsule de Taman à la Crimée. Il n'est pas entrepris de démarche systématique pour réduire la corruption et le népotisme. C'est ainsi que la condamnation de l'ancien ministre de l'économie, Alexeï Oulioukaïev (qui aurait tenté d'obtenir un dessous-de-table de deux millions de dollars), est davantage une manifestation des luttes qui ont cours entre élites qu'une campagne concertée. L'incapacité et le refus de Moscou de s'attaquer sérieusement à la corruption suscite le mécontentement du public. Des milliers de Russes ont participé à des manifestations contre la corruption dans tout le pays entre le mois de mars et le mois de novembre 2017, ainsi qu'en avril et en mai 2018.

63. Les fondements idéologiques du régime de M. Poutine sont variables, on le sait, mais ils correspondent en grande partie aux principes du conservatisme social : rejet du libéralisme occidental « décadent », intérêt porté aux « valeurs traditionnelles », paternalisme de l'État, ultrapatriotisme, religion orthodoxe et militarisme manifeste. Dans les faits, cette idéologie se traduit par l'obscurantisme croissant de la société russe, par l'interdiction des mouvements religieux non-conventionnels comme les témoins de Jéhovah, la censure dans l'industrie cinématographique et le monde de l'art, ainsi que par les lois interdisant la « propagande gay »⁴. Le parlement a récemment décriminalisé les actes de violence familiale n'entraînant pas de préjudices corporels graves.

64. Il est particulièrement regrettable que l'absence d'état de droit et le bilan désastreux de la Russie en matière de droits humains se soient étendus aux régions de l'Ukraine et de la Géorgie *de facto* sous contrôle russe.

⁴ Le cas le plus choquant d'agressions perpétrées à l'encontre de la communauté LGBTI+ a été signalé en 2017 par des journalistes de *Novaïa Gazeta*. Ceux-ci ont découvert que plus d'une centaine d'homosexuels avaient été enlevés et torturés en Tchétchénie - voire assassinés pour certains - par les autorités. Ces dernières nient toutes les accusations et ont clos l'enquête. Du fait de leurs investigations, les journalistes de *Novaïa Gazeta* ont eux-mêmes été la cible de multiples menaces. De nombreux rapports sur la situation générale des droits humains en Russie, dans le Caucase du Nord, font état d'enlèvements, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires.

VI. LES PAYS DE L'ALLIANCE

65. Depuis qu'elle a rejoint l'UE en 2007, la **Roumanie** a procédé à de nombreuses améliorations en matière de normes démocratiques, d'état de droit et de droits humains, et, dans de nombreux domaines, elle dispose d'une longueur d'avance sur ses voisins de la région. Elle est une démocratie stable, dotée d'une société civile et de médias dynamiques. En 2017, selon les estimations, l'économie du pays a connu un taux de croissance impressionnant de 6,9 %. Néanmoins, dans le contexte de l'Union européenne, la Roumanie accuse toujours du retard dans certains domaines. Membre de l'UE depuis 2007, elle n'a pas encore été en mesure de rejoindre l'espace Schengen, ni la zone euro. Dans le cadre de son adhésion, elle a été soumise au mécanisme de coopération et de vérification (MCV) de l'UE, afin de remédier aux lacunes constatées en matière de réforme de son système judiciaire et de lutte contre la corruption. Au cours de cette période de 10 ans, elle a mis sur pied des institutions importantes et adopté des dispositions législatives significatives pour corriger ces points faibles. Mais dans son dernier rapport sur les progrès de la Roumanie (juillet 2018), la Commission européenne déclare que « si elle est en cours, la réforme de la justice risque de réduire à néant les progrès de ces 10 dernières années et de nuire à l'indépendance des magistrats ». La Commission prend toutefois note du « bilan positif du système judiciaire et [du] rôle de la magistrature dans la poursuite des réformes » (Commission européenne, 2018).

66. De nombreux efforts ont été accomplis pour supprimer la corruption de haut niveau. Depuis 2013, la direction nationale anticorruption (DNA) aurait cité à comparaître 68 hauts fonctionnaires, un premier ministre, deux vice-premiers ministres, 11 ministres et anciens ministres, 39 députés et 14 sénateurs. Parallèlement, la Roumanie a amélioré son classement dans l'indice de perception de la corruption publié par *Transparency International*, passant de 43 points en 2014 à 48 points en 2017 (où 0 correspond à « fortement corrompu » et 100 « sans corruption »). Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé qu'il s'attendait à ce que la Roumanie puisse mettre un terme au MCV d'ici la fin de son mandat, en 2019.

67. Les divergences de points de vue sur la corruption constituent toujours un aspect important du paysage politique roumain. En juillet 2018 et bien qu'ayant fait la sourde oreille pendant des mois, le président Klaus Iohannis a cédé à la pression du gouvernement socio-démocrate en relevant de ses fonctions la procureure en chef chargée de la lutte contre la corruption. Le gouvernement soutient que Laura Kovesi avait outrepassé son mandat et que son approche en matière de lutte contre la corruption était sélective. Depuis sa nomination en 2013, elle s'est vue félicitée par l'UE pour le rôle qu'elle a joué pour relever le taux de condamnations pour corruption chez les grandes entreprises et parmi les dirigeants politiques roumains (Hopkins et Peel, 2018).

68. « Deux pas en avant, un pas en arrière », telle peut être la façon de décrire une bonne partie des progrès effectués par le pays. Périodiquement, les coalitions au pouvoir adoptent des textes de lois qui pourraient être interprétés comme visant à laisser place à la corruption ou de diminuer l'indépendance de la magistrature. Ces initiatives législatives sont critiquées par l'opposition, la société civile et les institutions européennes. À deux occasions, des dispositions législatives controversées ont provoqué des protestations en masse. Les manifestations qui se sont déroulées début 2017 ont apparemment été les plus importantes qu'ait connu le pays depuis la fin de la guerre froide ; les protestataires ont réussi à persuader le gouvernement d'abroger la législation, un bon exemple de démocratie participative. Plus récemment, des dizaines de milliers de Roumains ont protesté contre des dispositions adoptées en décembre 2017. La Commission européenne, le département d'État des États-Unis, sept pays membres de l'UE, des milliers de juges roumains et le président Iohannis lui-même ont critiqué ces dispositions susceptibles de porter atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire. En avril 2018, le groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe (GRECO), dans le rapport qu'il a publié sur la Roumanie, s'est dit gravement préoccupé par certains aspects des lois sur le statut des juges et des procureurs, ainsi que par les projets d'amendements à la législation pénale.

69. En août 2018, de grandes manifestations antigouvernementales - conduites par des membres de l'importante diaspora roumaine⁵ - ont de nouveau éclaté dans toute la Roumanie, au motif que de plus amples modifications législatives affaibliront l'état de droit dans le pays, selon leurs détracteurs. Les manifestations ont tourné à la violence, surtout après que la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour disperser la foule - ce qui s'est soldé par un bilan de 400 blessés parmi les manifestants et le personnel de sécurité. Le président Iohannis a condamné ce recours excessif à la force.

70. Selon le Conseil de l'Europe, la Roumanie a réalisé des progrès dans le développement culturel et éducatif des minorités ; il note toutefois qu'un cadre juridique cohérent pour la protection des droits des minorités fait encore défaut. En particulier, le pays a été invité à lutter plus efficacement contre la discrimination à l'égard des Roms.

71. Certes la **Bulgarie** est une démocratie libre et solidement établie, dont l'économie connaît une forte croissance (de 3,8 % en 2017), mais elle a encore fort à faire pour lutter contre la corruption. Comme la Roumanie, la Bulgarie est soumise aux procédures de suivi du MCV depuis 2007. Elle se rapproche des conditions requises pour rejoindre l'espace Schengen et la zone euro. Le pays a été autorisé à accéder « passivement » au système d'information Schengen et bénéficie d'une évaluation positive concernant sa dernière demande d'intégration au système de taux de change ERM2 (Mécanisme de change européen – MCEII) et à l'Union bancaire de l'UE. Au premier semestre de 2018, la Bulgarie a su mener à bien son rôle à la présidence tournante du Conseil de l'UE.

72. Les évaluations régulières de la Commission européenne insistent sur les progrès accomplis par le pays, notamment en matière de lutte contre la criminalité organisée, mais son bilan concernant la réforme de son système judiciaire et la lutte contre la corruption est dans l'ensemble jugé moins positif que celui de la Roumanie voisine. La Commission pointe du doigt « la nécessité [patente] d'accélérer les réformes » et d'« instaurer un climat de débat ouvert et de transparence sur les décisions clés », tandis que le Conseil de l'UE souligne qu'« il est maintenant impératif d'accélérer les progrès ».

73. Dans l'ensemble, le nouveau gouvernement bulgare, en place depuis la mi-2017, affiche la volonté de relancer le processus de réforme. Un nouveau projet de loi contre la corruption s'est récemment heurté au veto du président mais au final, il a tout de même été adopté par le parlement, qui a passé outre ce veto. La loi prévoit la création d'un organe chargé d'enquêter sur les hauts fonctionnaires, et l'autorise à avoir recours aux écoutes. Les opposants au texte craignent que ce dernier ne puisse garantir l'indépendance de cette nouvelle instance, ni offrir de protection complète aux personnes signalant des manquements.

74. Si ces dernières réformes devraient avoir un effet positif, la situation actuelle dans le pays est loin d'être optimale. Le centre pour l'étude de la démocratie - sis à Sofia - a établi un rapport cinglant sur la corruption en Bulgarie, allant jusqu'à affirmer que la corruption d'État a atteint de telles dimensions qu'elle peut être qualifiée de captation de l'État. Le pays n'a toujours pas rendu d'arrêts ni prononcé de condamnations dans les affaires de corruption de haut niveau. Les militants anticorruption dénoncent également l'influence de certaines entités commerciales (telle que l'entreprise pétrolière privée russe *Lukoil*) et les signes de corruption ayant entouré l'effondrement de la *Corporate Commercial Bank* (Rankin, 2017).

75. Dans le classement mondial de la liberté de la presse, *Reporters sans frontières* place la Bulgarie derrière tous les autres pays membres de l'UE, principalement en raison de « la corruption et [de] la collusion entre médias, hommes politiques et oligarques ». L'organisme de surveillance laisse aussi entendre que les fonds de l'UE sont alloués par le gouvernement de manière non transparente à certains médias. Les groupes de défense des droits humains reprochent en outre à

⁵ Entre 3 et 5 millions de Roumains travaillent à l'étranger.

un membre du gouvernement et dirigeant des Patriotes unis (le partenaire minoritaire de la coalition au pouvoir) d'avoir fait des déclarations insultantes à l'égard de la minorité rom ; il convient de noter que ce membre du gouvernement a été condamné par un tribunal de première instance à ne plus commettre d'infractions comparables à l'avenir. Le gouvernement a adopté une stratégie nationale pour l'intégration des Roms et adopte des rapports annuels sur les mesures spécifiques prises ou à prendre en vue d'intégrer ces derniers. Quoi qu'il en soit, *Amnesty International* a accusé la Bulgarie de ne pas tenir suffisamment compte des cas de discours haineux ni des crimes motivés par la haine contre les groupes minoritaires, parmi lesquels les Turcs et les Roms. En mars 2017, des nationalistes bulgares ont tenté de bloquer la frontière afin d'empêcher les Turcs de Bulgarie résidant en Turquie de participer aux élections législatives bulgares. Sofia a accusé Ankara d'essayer d'interférer dans les élections en se servant de l'importante minorité turque (qui représente 9 % de la population) ; le président Recep Tayyip Erdogan a pour sa part accusé la Bulgarie d'« exercer des pressions sur la minorité turque ».

76. Note plus positive, la Bulgarie s'est vue félicitée pour les progrès qu'elle a accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du GRECO en matière de prévention de la corruption concernant les parlementaires, les juges et les procureurs. Le GRECO a salué les efforts déployés par le Parlement bulgare pour associer davantage la société civile à ce processus législatif et pour s'attaquer aux manquements aux règles éthiques par les députés, ou encore pour renforcer l'obligation, pour les membres de l'appareil judiciaire, de fournir périodiquement des déclarations de patrimoine.

77. La Bulgarie est également l'un des premiers membres de l'UE à avoir adopté la définition pratique de l'antisémitisme telle que reconnue en 2016 par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Le gouvernement a nommé comme coordonnateur national pour la lutte contre l'antisémitisme un vice-ministre des affaires étrangères. Lors de sa présidence du Conseil de l'UE, le pays a fait figurer la liberté de parole et d'expression, la liberté de religion et de conviction, ainsi que la lutte contre l'antisémitisme en bonne place à l'ordre du jour de l'UE.

78. L'opposition et certains membres du gouvernement se sont farouchement opposés aux plans de ratification par la Bulgarie de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. En juillet 2018, la Cour constitutionnelle bulgare a jugé que cette convention n'était pas conforme à la Constitution bulgare, en rendant ainsi la ratification pratiquement impossible. Les groupes de défense des droits humains ont critiqué cette décision.

79. Face aux pressions croissantes - tant internes qu'externes -, des changements importants ont été apportés au système politique de la **Turquie**. En juillet 2016, cette dernière a été ébranlée par une tentative brutale de coup d'État militaire, qui a fait 251 morts et blessé plus de 2 000 personnes. S'il avait réussi, le coup d'État aurait sans nul doute eu des conséquences désastreuses pour la sécurité régionale et probablement déclenché une guerre civile. Tous les grands partis politiques se sont unis pour le condamner.

80. Le coup d'État a été fermement et régulièrement condamné par la communauté euro-atlantique. Quoi qu'il en soit, de nombreux alliés occidentaux de la Turquie et bon nombre de groupes de défense des droits humains estiment que les mesures prises par le gouvernement après le coup d'État ont été disproportionnées. C'est ce qu'ont exprimé à plusieurs reprises les membres de l'AP-OTAN, lors de la session annuelle de l'Assemblée qui s'est tenue à Istanbul en novembre 2016.

81. Quelque 50 000 personnes auraient été incarcérées (sans compter celles qui ont été arrêtées puis relâchées) et 150 000 fonctionnaires et universitaires ont perdu leur emploi, tandis que 1 500 organisations de la société civile, 19 syndicats, plus de 2 000 écoles et plus de 150 médias ont été fermés. Des députés du parti démocrate des peuples (HDP, pro-kurde) ont été poursuivis. Par suite de la promulgation en mai 2016 d'une loi de levée de l'immunité parlementaire,

138 parlementaires et 12 députés du HDP – y compris ceux qui y occupaient des postes à responsabilités - ont été arrêtés pour faits de terrorisme. En mars 2017, l'état d'urgence avait permis au gouvernement de remplacer les maires de quelque 82 municipalités, sur les 103 que contrôlaient des affiliés du HDP (*Freedom House*, 2018). Le gouvernement turc a créé la commission OHAL [pour *olağanüstü hâl* ou état d'urgence], chargée d'examiner les recours déposés par les personnes écartées, suspendues ou limogées de leur poste pendant les purges ; selon le gouvernement, les cas d'environ 40 000 employés ont été revus.

82. Pendant près de deux ans après la tentative de coup d'État, l'état d'urgence est resté en vigueur ; il a pris fin en juillet 2018. Le gouvernement a soutenu qu'il s'imposait, étant donné la gravité des menaces auxquelles la Turquie devait faire face, et que les principes de nécessité et de proportionnalité étaient strictement observés. Ce point de vue n'a pas été partagé par les détracteurs du président Erdogan au niveau national et dans les pays occidentaux. C'est ainsi que le Parlement européen a relevé que l'état d'urgence était « appliqué pour faire taire l'opposition et [qu'il allait] bien au-delà des mesures légitimes visant à contrer les menaces à la sécurité nationale ».

83. Les personnalités politiques européennes et les organisations de défense des droits humains se sont, à maintes reprises, dites préoccupées par la détention de plusieurs militants connus de la société civile, y compris le président de la section turque d'*Amnesty International*, Taner Kilic, et l'homme d'affaires Osman Kavala, l'un des organisateurs des manifestations du parc Gezi en décembre 2013. Les organisations syndicales se sont élevées contre l'arrestation d'Elif Cuhadar, membre du comité exécutif de la confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK). *Human Rights Watch* a recueilli des informations sur 13 cas de torture et de mauvais traitements (à des degrés divers de gravité) de personnes ayant été arrêtées suite à la tentative de coup d'État. Les autorités turques sont également mises en cause en raison de leur position quant aux initiatives de la communauté LGBTI+. Ankara a décrété l'interdiction, pour une durée indéterminée, de tout événement mis sur pied par les organisations LGBTI+, après avoir interdit trois fois de suite le défilé de la *Gay Pride* à Istanbul. Point positif toutefois : ces derniers mois, le pays semble ne plus faire allusion au rétablissement possible de la peine de mort, rétablissement qui bloquerait dans les faits la demande d'adhésion de la Turquie à l'UE, selon le président de la Commission européenne, M. Juncker.

84. Selon la plupart des témoignages, le champ de la liberté d'expression dans les médias s'est réduit ces dernières années dans le pays. D'après l'association des journalistes de Turquie, 160 correspondants environ sont en prison, la majorité d'entre eux ayant été incarcérés après l'échec du coup d'État. La détention du journaliste allemand Deniz Yucel, accusé d'espionnage par Ankara, a mis à rude épreuve les relations entre l'Allemagne et la Turquie. M. Yucel a été libéré en février 2018, mais Berlin soutient que cinq autres ressortissants allemands se trouvent toujours enfermés (sur base d'accusations sans fondement) dans des prisons turques. En mars 2018, le *Financial Times* a rendu compte de la vente du groupe Dogan Media (qui possédait les journaux *Hurriyet* et *Posta*) et des chaînes de télévision CNN Turk et Kanal D, à Demiroren Holding (Pitel, 2018). La vente de « quelques-uns des principaux médias turcs » à Erdogan Demiroren, l'actionnaire majoritaire de Demiroren Holding, « lié au président Recep Tayyip Erdogan », a soulevé des inquiétudes quant au renforcement de l'emprise du gouvernement sur la presse turque. En particulier, la vente de Dogan Media signifie que « plus de 90 % des médias [turcs] [en circulation] sont contrôlés par des proches d[u président] Erdogan » (Bucak, 2018).

85. La courte victoire remportée par le gouvernement au référendum d'avril 2017 sur la réforme de la Constitution, a considérablement élargi les prérogatives du président qui devient l'unique détenteur du pouvoir exécutif. Les observateurs du BIDDH de l'OSCE ont estimé que le référendum « s'[était] déroulé sur un terrain inégal ». Les changements constitutionnels visaient à instaurer un système de type états-unien, où le président dirige le gouvernement, où le législatif est distinct (sur le plan institutionnel) de l'exécutif, et où les députés ne peuvent pas exercer de fonctions ministérielles. Dans la pratique, toutefois, le nouveau système présidentiel turc ne comporte pas les éléments d'équilibre automatique des pouvoirs inhérents au système états-unien, notamment le fait

que le Parlement approuve les nominations aux postes clés et qu'il peut contraindre les membres de l'exécutif à témoigner. Le président se réserve le droit de dissoudre le parlement et dispose de pouvoirs accrus vis-à-vis du pouvoir judiciaire. La Commission de Venise a jugé qu'en supprimant les indispensables contre-pouvoirs, la Constitution telle qu'amendée « risquerait de transformer [le système] en un système présidentiel autoritaire ». Nonobstant, la Grande Assemblée nationale conserve des pouvoirs importants et peut jouer le rôle de gardienne de la démocratie turque.

86. Les changements constitutionnels sont officiellement entrés en vigueur après les élections présidentielle et législatives anticipées qui se sont déroulées le 24 juin 2018. Les électeurs turcs ont réélu M. Erdogan avec 52,5 % des voix, le reconduisant à la présidence de la République de Turquie pour les cinq prochaines années. De son côté, le principal adversaire de M. Erdogan, Muharrem Ince, le candidat du parti républicain du peuple (CHP), a remporté 30,8 % des voix (Guler, 2018). Avec globalement 53,6 % des voix, l'alliance électorale du parti de la justice et du développement (AKP, le parti de M. Erdogan) et du parti d'action nationaliste (MHP) a obtenu la majorité des sièges au parlement. Il est à noter que le parti démocrate des peuples (pro-kurde) - dont le dirigeant, Selahattin Demirtas, s'était porté candidat à l'élection présidentielle depuis sa prison - a franchi le seuil électoral et est entré au Parlement avec 11,6 % des voix. La mission d'observation électorale de l'OSCE a constaté que « [l]es élections turques ont offert aux électeurs un choix véritable, mais que le président en exercice et le parti au pouvoir ont bénéficié d'un avantage indu, notamment dans les médias ».

87. Au cours de l'année 2018, les relations entre la Turquie et les États-Unis se sont détériorées, essentiellement au sujet de l'affaire du pasteur américain Andrew Brunson, détenu en Turquie pour des faits présumés de terrorisme et d'espionnage. Les États-Unis rejettent les accusations au motif qu'elles ne sont pas étayées par des éléments de preuve. En août 2018, le département du Trésor américain a sanctionné deux ministres turcs (de la justice et de l'intérieur) eu égard à la détention de M. Brunson. L'administration Trump a donné suite aux sanctions et doublé les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium turcs. Le pasteur Brunson est actuellement en résidence surveillée jusqu'à son prochain procès.

88. Entre le mois de janvier et le mois de septembre 2018, la livre turque a perdu plus de 40 % de sa valeur par rapport au dollar américain. Ce recul est attribuable à divers facteurs, au nombre desquels figurent les conséquences de la croissance alimentée par le crédit, la baisse de la confiance des investisseurs et la détérioration des relations avec les États-Unis. Le gouvernement cherche à diriger la politique monétaire, mais, au moment de la rédaction du présent rapport, l'on ne savait pas si la banque centrale de Turquie serait en mesure de démontrer son indépendance et de hisser les taux d'intérêt au-delà des niveaux suggérés par le gouvernement.

89. L'évolution de la situation en 2016-2017 a convaincu *Freedom House* de faire passer le statut de la Turquie de « partiellement libre » à « non libre ». Ainsi la Turquie est-elle le seul pays membre de l'OTAN à figurer dans cette catégorie (l'Albanie et le Monténégro sont classés dans la catégorie « partiellement libre »). Selon l'indice de perception de la corruption publié par *Transparency International*, la Turquie figure à la 81^e place sur 180 avec 40 points, moins que les 50 points qu'elle atteignait en 2013. Parmi les pays de l'Alliance, seule l'Albanie a une note plus basse.

90. La polarisation politique de la société turque est profonde. Un sondage d'opinion réalisé par le *Center for American Progress* (CAP) montre que les partisans du parti au pouvoir (le parti de la justice et du développement) sont très différents des sympathisants du parti républicain du peuple et du parti démocrate des peuples, dans leur façon d'évaluer les réalités politiques et socio-économiques du pays. Si plus de 60 % des soutiens de l'AKP jugent ces réalités d'une manière favorable, 6 % seulement des partisans du CHP partagent cet avis (Makovsky, 2017).

91. Par contre, le sondage du CAP tend à montrer que les mises en garde alarmistes contre un intégrisme religieux croissant en Turquie, sont sans fondement. La très grande majorité des Turcs

continuent de souscrire au système laïc. Atatürk, le « Père » de la Turquie laïque, est perçu positivement par plus de 80 % de la population. La base du parti au pouvoir est essentiellement pro-laïque : un quart seulement des sympathisants de l'AKP sont partisans d'un « État fondé sur la charia » et les Turcs plus jeunes, y compris les électeurs de l'AKP, sont encore moins favorables au rôle central de la religion dans les affaires de l'État (Makovsky, 2017).

92. Aux termes de l'article 2 de la Constitution, la Turquie est un État de droit démocratique, laïc et social. Depuis la création de la République de Turquie, on note une augmentation considérable du taux de participation des femmes dans différents domaines, y compris l'éducation, l'emploi et les mécanismes de prise de décisions. Le document stratégique/plan d'action pour l'autonomisation des femmes porte sur la période 2018-2023. Quoi qu'il en soit, des mesures semblant aller à l'encontre du modèle laïque occidental sont parfois annoncées, telle la proposition du président Erdogan d'ériger l'adultère en infraction. Selon lui, « la société [turque] a un autre statut sur le plan des valeurs morales. La Turquie, sur cette question, est différente de la plupart des pays occidentaux » (Rezaian, 2018). Selon l'indicateur des inégalités entre les sexes, publié par le forum économique mondial, qui évalue l'accès aux services de santé, le niveau d'instruction, la participation économique et l'émancipation politique, la Turquie se classe à la 130^e place sur les 144 pays étudiés. Seulement 34 % des femmes turques travaillent, de loin la proportion la plus faible au sein de l'OCDE - où la moyenne est de 63 % (Lowen, 2018).

VII. CONCLUSIONS : AMÉLIORER L'APPROCHE DE LA COMMUNAUTÉ EURO-ATLANTIQUE À L'ÉGARD DE LA RÉGION DE LA MER NOIRE

93. De nombreux pays dans la région de la mer Noire se heurtent à des obstacles importants dans la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits humains, à l'état de droit et à la gouvernance démocratique. La situation est alarmante dans certaines parties de la région, notamment dans les territoires *de facto* sous contrôle russe, où les autorités utilisent les difficultés qui prévalent en matière de sécurité ou la menace terroriste pour justifier leurs violations des libertés civiles. Cet état de fait engendre un cercle vicieux et altère l'équilibre entre libertés et sécurité. La rapporteure générale est convaincue que le recul démocratique dans certaines parties de la région contribue largement à y exacerber les tensions et compromet les efforts de réconciliation et de dialogue entre les États de la mer Noire.

94. En tant qu'alliance politico-militaire intergouvernementale, l'OTAN s'implique dans la région essentiellement par le biais : de mesures d'assurance destinées aux Alliés de la mer Noire (présence avancée adaptée) ; de l'appui apporté aux pays partenaires (Géorgie, République de Moldova et Ukraine) dans le domaine de la défense, de la réforme du secteur de la sécurité et de la diplomatie publique. Si le plan d'action pour l'adhésion de l'OTAN précise que les pays candidats doivent démontrer leur engagement envers les droits humains et l'état de droit, l'Alliance est dépourvue d'un mandat clair à cet égard et n'a pas les capacités lui permettant de procéder à une évaluation complète des progrès accomplis par les pays candidats, et encore moins par ses propres États membres. Le dialogue politique dans le cadre de la politique de partenariat de l'Organisation porte principalement sur la coopération pratique dans un contexte militaire.

95. Pourtant, la rapporteure générale croit fermement que la gouvernance démocratique, l'état de droit et les droits humains devraient aussi faire partie des priorités de la stratégie de partenariat de l'Alliance. De même, un débat ouvert sur les moyens de promouvoir un ordre mondial démocratique et libéral à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Alliance devrait, en bonne logique, figurer au programme institutionnel de l'OTAN. Comme le secrétaire d'État américain, John Kerry, l'a déclaré après la tentative de coup d'État en Turquie, « [l']OTAN a également des exigences en matière de démocratie et le fait est qu'elle suivra de très près ce qui se passe » (Sloat, 2018).

96. L'UE, avec son pouvoir de convaincre et ses capacités institutionnelles et financières, dispose de meilleurs instruments encore pour encourager les réformes et promouvoir les normes

démocratiques en mer Noire, ainsi qu'elle l'avait fait en Europe centrale et orientale. L'initiative « Synergie de la mer Noire » de l'UE, lancée en 2007, doit se montrer plus ambitieuse et être plus largement financée. La rapporteure générale soutient les appels en faveur d'une participation et d'un appui de l'UE strictement conditionnés par les progrès que les partenaires accomplissent dans le domaine des droits humains, de la démocratie et de l'état de droit. Pour améliorer la qualité des réformes et en assurer la mise en œuvre, la priorité devrait être donnée aux efforts destinés à renforcer les capacités et la culture administratives, ainsi qu'aux initiatives visant à associer la société civile et la communauté des experts aux processus de consultation. Les activités du Forum des ONG de la mer Noire, une plateforme « locale » de débat, de communication et de coopération, méritent une attention toute particulière et un soutien plus important. Constitué de représentants de la société civile, de gouvernements et d'organisations internationales actifs dans la région de la mer Noire, il travaille notamment dans les domaines de la démocratie et de l'État de droit, ce qui lui confère donc un rôle important pour renforcer la résilience des sociétés de la région. Les dirigeants européens doivent réagir résolument et avec diligence dès l'apparition de craintes que des défenseurs des droits humains soient persécutés, qu'il soit porté atteinte à la liberté des médias, que la justice se fasse sélective, qu'il puisse exister des cas de torture, d'oppression de minorités nationales, de fraudes électorales et autres violations des droits humains et des libertés. Retarder l'adoption et la mise en œuvre de politiques rigoureuses de lutte contre la corruption ne peut être excusé.

97. Enfin, les États de la mer Noire eux-mêmes doivent en faire davantage pour promouvoir les normes démocratiques dans leur région. Le renforcement des contacts interpersonnels et des instances régionales comme l'organisation de la coopération économique de la mer Noire (CEMN) est indispensable à une réconciliation et à une stabilité durables dans la région. Les membres de la communauté internationale doivent continuer, à l'unisson, d'exhorter la Russie à revoir ses politiques révisionnistes dans la région et à cesser de violer l'intégrité territoriale de la Géorgie, de l'Ukraine et de la République de Moldova. La rapporteure générale est aussi convaincue que des progrès plus rapides effectués par la Géorgie, l'Ukraine et la République de Moldova en matière d'adoption de normes démocratiques européennes et de l'état de droit, constitueront un puissant facteur d'attraction pour les populations des régions placées *de facto* sous contrôle étranger.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Aslund, A., Russia's Neo-Feudal Capitalism, April 27, 2017, Retrieved from Project Syndicate: <https://www.project-syndicate.org/commentary/russia-neofeudal-capitalism-putin-by-anders-aslund-2017-04?barrier=accessreg>
- Banque mondiale, Données Roumanie, <https://donnees.banquemondiale.org/pays/roumanie>
- Boichenko, N., The far right's disproportionate influence, April 26, 2018, New Eastern Europe: <http://neweasterneurope.eu/2018/04/26/far-rights-disproportionate-influence/>
- Bucak, S., Dogan Media sale to Erdogan ally is blow to press freedom, May 30, 2018, Financial Times: <https://www.ft.com/content/3273aafc-4317-11e8-97ce-ea0c2bf34a0b>
- Butler, D. and Devranoglu, N., Turkish lira pulls back from record low markets rattled, August 13, 2018, Reuters: <https://www.reuters.com/article/uk-turkey-currency/turkish-lira-pulls-back-from-record-low-markets-rattled-idUSKBN1KY0B6>
- Calus, K., Moldova's political theatre. The balance of forces in an election year, January 31, 2018, Retrieved from Centre for Eastern Studies: <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2018-01-31/moldovas-political-theatre-balance-forces-election-year>
- European Commission, "Country Report Romania 2018", July 7, 2018 <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2018-european-semester-country-report-romania-en.pdf>
- European Council, "Summer 2018 Economic Forecast - Romania", July 7, 2018 https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country/romania/economic-forecast-romania_en
- European Parliament, "Association agreements between the EU and Moldova, Georgia and Ukraine-European Implementation Assessment", European Parliamentary Research Service, June 2018
- European Parliament, DG for External Policies, Human rights in Ukraine and the EU response, January 2018, [EP/EXPO/B/DROI/FWC/2013-08/Lot8/14]
- Freedom House, Democracy in Crisis, January 2018, Freedom House: <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2018>
- Freedom House, Freedom in the World: Crimea* Profile, January 2018, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/crimea>
- Guler, F., Pitel, L. and Yackley A., Erdogan Claims Victory in Turkey Elections, June 25, 2018, Financial Times: <https://www.ft.com/content/9ab2404e-7786-11e8-bc55-50daf11b720d>
- Harris, C., "Explained: the protests in Moldova that have got Brussels worried", Euronews, August 28 2018 <http://www.euronews.com/2018/08/28/explained-what-are-the-protests-in-moldova-all-about->
- Higgins, A., In Ukraine, Corruption Is Now Undermining The Military, February 19, 2018, New York Times: <https://www.nytimes.com/2018/02/19/world/europe/ukraine-corruption-military.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news>
- Hopkins, V. and Peel, M. "Romania's chief anti-corruption prosecutor removed from office", Financial Times, July 9, 2018 <https://www.ft.com/content/03cb2876-838e-11e8-a29d-73e3d454535d>
- HRW, Ukraine: Events of 2017, January 17, 2018, Human Rights Watch: <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/ukraine>
- Ilie, L., "Romanian parliament says would back reunification with Moldova", Reuters, 27 March 2018 <https://www.reuters.com/article/us-romania-moldova/romanian-parliament-says-would-back-reunification-with-moldova-idUSKBN1H32CS>
- International Republican Institute, "Public Opinion Survey: Residents of Moldova May-June 2018", June 2018, http://www.iri.org/sites/default/files/2018-7-16_moldova_poll_presentation.pdf
- Kramer, A. E., Ukrainian Separatist Leader is Killed in Restaurant Bombing, August 31, 2018, New York Times: <https://www.nytimes.com/2018/08/31/world/europe/ukraine-separatists-bombing.html>
- Kyiv Post, Almost a quarter of Ukrainians favour unification of Orthodox churches, April 29, 2018, <https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/almost-quarter-ukrainians-favor-unification-orthodox-churches.html?cn-reloaded=1>

- LGBT Human Rights Nash Mir Centre, On the Rise: LGBT Situation in Ukraine in 2017, 2018, https://gay.org.ua/publications/lgbt_ukraine_2017-e.pdf
- Lowen, M., Women challenge Turkey traditions for right to work, March 1, 2018, BBC: <http://www.bbc.com/news/world-europe-43197642>
- Makovsky, A., Turkey's Parliament: An Unlikely but Possible Counterweight to New Presidency, December 19, 2017, Center For American Progress: <https://www.americanprogress.org/issues/security/reports/2017/12/19/444281/turkeys-parliament/>
- Millier, C., Ukrainian Militia Behind Brutal Romany Attacks Getting State Funds, June 14, 2018, Radio Free Europe: Radio Liberty: <https://www.rferl.org/a/ukrainian-militia-behind-brutal-romany-attacks-getting-state-funds/29290844.html>
- Mufson, S., She fixed Ukraine's economy -- and was run out of her job by death threats, May 6, 2017 Washington Post: https://www.washingtonpost.com/business/economy/she-fixed-ukraines-economy----and-was-run-out-of-her-job-by-death-threats/2017/05/05/2f556f40-2f90-11e7-8674-437ddb6e813e_story.html?utm_term=.95f2ea8cb161
- NDI, Statement of The NDI International Observation Mission to Georgia's October 21, 2017 Local Government Elections, October 22, 2017, National Democratic Institute: http://civil.ge/files/files/2017/NDI%20Election%20Day%20Preliminary%20Statement%202017_Final_Eng.pdf
- Necsutu, M., "Russia Pledges More Financial Aid to Transnistria", January 22, 2018 <http://www.balkaninsight.com/en/article/russia-to-give-financial-aid-to-transnistria-01-22-2018>
- Necsutu, M., "Russian Military Games on Dniester Anger Moldova", August 15, 2018 <http://www.balkaninsight.com/en/article/russian-soldiers-forced-the-dniester-river-from-transnistria-08-15-2018>
- Pitel, L., Turkish press baron agrees to sell media arm to Erdogan ally, March 21, 2018, Financial Times: <https://www.ft.com/content/c4d3c3f0-2d2d-11e8-a34a-7e7563b0b0f4>
- Popsoi, M., A Year in Review: Oligarchic Power Consolidation Defines Moldova's Politics in 2017. Jamestown Foundation: <https://jamestown.org/program/year-review-oligarchic-power-consolidation-defines-moldovas-politics-2017/>
- Radio Free Europe Radio Liberty, "Bulgaria To Replace Soviet MiG Jets With NATO Allies' Planes", June 9, 2018 <https://www.rferl.org/a/bulgaria-replace-soviet-mig-29-figher-jets-nato-allies-planes-armoured-vehicles/29281002.html>
- Radio Free Europe Radio Liberty, 'More than 1,000 Detained' As Protests Mark Russian Regional, Local Elections, September 10, 2018, <https://www.rferl.org/a/russians-vote-in-local-elections-as-police-detain-pension-reform-protesters/29479717.html>
- Radio Free Europe Radio Liberty, Crimean Tatar Activists' Family Members Detained, September 4, 2018, <https://www.rferl.org/a/crimean-tatar-activists-family-members-detained/29470312.html>
- Rankin, J., Cloud of corruption hangs over Bulgaria as it takes up EU presidency, December 28, 2017, The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2017/dec/28/bulgaria-corruption-eu-presidency-far-right-minority-parties-concerns>
- Rezaian, J., Turkey's Erdogan wants to make adultery a crime, February 28, 2018, The Washington Post: https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/02/28/turkeys-erdogan-wants-to-make-adultery-a-crime/?utm_term=.3b827ca06c5f
- Roth, A., Russia blocks millions of IP addresses in battle against Telegram app, April 17, 2018, The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/17/russia-blocks-millions-of-ip-addresses-in-battle-against-telegram-app>
- Sasse, G., Ukraine's Youth: Politically Disinterested and Low Trust in the EU, January 18, 2018, Carnegie Europe: <http://carnegieeurope.eu/strategiceurope/75372>
- Satter, R., Ungodly espionage: Russian hackers targeted Orthodox clergy, August 28, 2018, Associated Press: <https://www.apnews.com/26815e0d06d348f4b85350e96b78f6a8/Nothing-sacred:-Russian-spies-tried-hacking-Orthodox-clergy>

- Sloat, A., The West's Turkey Conundrum, February 2018, Brookings: https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/02/fp_20180212_west_turkey_conundrum.pdf
- Sturrock, A. and Summers, H., 'They wanted to kill us': masked neo-fascists strike fear into Ukraine's Roma, August 27, 2018, The Guardian: <https://www.theguardian.com/global-development/2018/aug/27/they-wanted-to-kill-us-masked-neo-fascists-strike-fear-into-ukraines-roma>
- TI Moldova, State Capture: The Case of the Republic of Moldova, June 2017, Transparency International Moldova: http://www.transparency.md/wp-content/uploads/2017/06/TI_Moldova_State_Capture.pdf
- UCMC, Public Integrity Council: Every fourth Supreme Court candidate is not virtuous, September 26, 2017, Ukraine Crisis Media Center: <http://uacrisis.org/60785-public-integrity-council>
- UNHCR, Situation of human rights in the temporarily occupied Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol (Ukraine), September 25, 2017, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Crimea2014_2017_EN.pdf
- US Helsinki Commission, Human Rights and Democracy in Russia, September 20, 2017, US Helsinki Commission report: <https://www.csce.gov/sites/helsinkicommission.house.gov/files/Report%20-%20Russia%20Human%20Rights%20and%20Democracy%20-%20Final.pdf>
- Washington Post "Thousands in Moldova rally, call to reunite with Romania," September 1, 2018 https://www.washingtonpost.com/world/europe/thousands-in-moldova-rally-call-to-reunite-with-romania/2018/09/01/e72f49f2-ade2-11e8-9a7d-cd30504ff902_story.html?utm_term=.1041c72c3c26
- World Bank, Georgia Overview, Recent Economic Developments, April 17, 2018, The World Bank: <https://www.worldbank.org/en/country/georgia/overview#3>
-